

LA FÉDÉCHIMIE C.G.T.-F.O. ET LA POLITIQUE DES REVENUS...

Le Congrès de la Fédéchimie C.G.T.-F.O. qui s'est déroulé à Clermont-Ferrand les 12, 13 et 14 novembre 1976 a réaffirmé les orientations fondamentales de la Fédération qui sont celles d'une organisation de classe des travailleurs consciente des dangers que la situation actuelle fait peser sur l'indépendance du syndicalisme...

Extraits de l'intervention de notre camarade Marc Prévotel (membre du Comité National):

Camarades,

Nous avons entendu dans ce congrès et nous entendrons sans doute encore des critiques contre certaines attitudes du bureau confédéral.

Ceux qui me connaissent seront peut-être étonnés - à tort - de m'entendre dire que ces bavures, que je désapprouve, sont de peu d'importance par rapport à l'enjeu des grandes manœuvres commencées depuis plusieurs mois dont l'objectif est de détruire le syndicalisme de classe, donc indépendant du patronat, de l'Etat, des églises et des partis, c'est-à-dire le syndicalisme fondé sur la Charte d'Amiens qui est celui de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière...

Ainsi nous avons eu parfaitement raison de refuser notre participation à la journée du 7 octobre. Si cela ne doit pas nous gêner que Marchais et Séguéy appellent à la grève en même temps que nous sur nos objectifs, il ne peut être question que nous fassions grève avec eux sur leurs objectifs. D'ailleurs cette journée du 7 octobre était positivement un acte démobilisateur, une manière dialectiquement détournée d'apporter un soutien au plan d'austérité et ce soutien, détourné mais efficace, fut volontairement mis en œuvre par ceux qui nous préparent un «compromis historique» à la française.

Les moyens utilisés sont parfois subtils. Par exemple on nous tend les carottes de l'impôt sur le capital et de la lutte contre les inégalités. Lequel d'entre nous, compte tenu du rapport de force du moment, oserait prétendre qu'il n'est pas pour la réduction des inégalités et pour la taxation du capital? Personnellement je ne fais aucune confiance à l'Etat, quels que soient ceux qui en tiennent les rênes, pour apporter à ces problèmes des solutions conformes aux intérêts de classe des travailleurs, mais c'est pour des raisons fondamentales qui n'ont même pas à être évoquées aujourd'hui...

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de l'analyse économique matérialiste, rationaliste, pour savoir que le capital c'est, et c'est seulement, ce qui est générateur de plus-value et que les inégalités sociales trouvent leur fondement économique dans le statut de la propriété du capital...

J'ai pu lire récemment, dans un journal de tendance à l'intérieur d'un parti politique, un article de Claude Germon, membre de la Commission Exécutive Confédérale de la C.G.T., sous le titre: «La relation parti-syndicat, un élément essentiel de la lutte des classes».

Je vais me permettre de vous lire deux phrases de la conclusion de cet article: «S'il est exclu en effet

de parler de consensus social face à un pouvoir réactionnaire, il est par contre indispensable de prévoir comment le gouvernement de gauche et les syndicats de travailleurs pourront, CHACUN A SA PLACE MAIS EN HARMONIE, faire progresser la situation des salariés. Le programme commun est évidemment la base sur laquelle doit se dérouler cette réflexion; ENCORE FAUT-IL EN PRÉCISER ENSEMBLE LES CONDITIONS D'APPLICATION».

Il y a, dans cette déclaration, l'amorce d'une future politique des revenus.

Certains camarades - peut-être sont-ils nombreux dans cette salle - sont partisans de tenter une expérience dans les mois qui viennent. Nous n'avons pas à en discuter ici dans la mesure où, heureusement, nous nous référons à la Charte d'Amiens...

Ils doivent en toute circonstance avoir conscience qu'en Europe occidentale la C.G.T.-F.O. est, pour le moment, la seule organisation syndicale de son espèce et qu'un processus est mis en marche, avec l'approbation de la bourgeoisie capitaliste, pour nous faire perdre notre originalité d'organisation des travailleurs sur des bases de classe, donc indépendante du patronat, des églises, des partis et de l'Etat. Il est essentiel de casser ce processus, il y va des intérêts de classe des travailleurs.

C'est pourquoi, dans le cadre de ce congrès de la Fédéchimie C.G.T.-F.O., nous devons réitérer les décisions de notre précédent congrès. Nous devons rappeler que nous persévérons dans le refus «de signer tout contrat de législature politique, qui aurait pour conséquence de broyer ses capacités de liberté, d'action et de démocratie».

Nous devons rappeler notre conception de la politique contractuelle qui «épisode de la lutte permanente du syndicalisme dont elle est un moyen et non une fin, s'apprécie, quel que soit le système en place, en fonction des résultats obtenus. C'est le compromis momentané de la lutte entre exploités et exploités qui ne saurait conduire à une démobilisation des travailleurs, mais doit laisser intacte la possibilité d'utiliser tous autres moyens d'action, y compris la grève».

Nous devons aussi condamner toutes formes de politique des revenus, quels que soient les artifices et ceux qui les proposent.

La Confédération Générale du Travail Force Ouvrière, donc la Fédéchimie C.G.T.-F.O., est et demeurera une organisation de classe des travailleurs, défendant exclusivement les intérêts de classe des travailleurs.
